

Consultation à la demande de la ministre des Télécommunications concernant un projet d'arrêté royal relatif à l'octroi de droits d'utilisation pour l'établissement et l'exploitation d'installations émettrices situées dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord

Méthode d'envoi des réactions au présent document

Jusqu'au 10 avril 2023
Uniquement par e-mail à consultation.sg@bipt.be
Avec la référence : Consult-2023-A6

Personne de contact : Gino Ducheyne, premier ingénieur-conseiller (tél. : 02 22 68 818)

Les réponses doivent être transmises par voie électronique à l'adresse indiquée.

Veillez joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires doivent faire référence aux paragraphes et/ou parties du texte auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

La présente consultation est organisée à la demande de la ministre des Télécommunications. Il convient donc de noter que toutes les informations communiquées à l'IBPT en réponse à la présente consultation seront considérées comme directement destinées à la ministre et pourront être intégralement transmises à la ministre, telles que notifiées, sans autre traitement ou vérification.

TABLE DES MATIÈRES

1. Contexte	3
Annexe 1 Projet de rapport au Roi.....	4
Annexe 2 Projet d'arrêté royal relatif à l'octroi de droits d'utilisation pour l'établissement et l'exploitation d'installations émettrices situées dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.....	10

1. Contexte

1. Les licences existantes des opérateurs mobiles publics belges sont uniquement valables sur le territoire terrestre national et non dans la zone économique exclusive belge en mer du Nord. Cependant, la législation belge s'applique effectivement à cette zone.
2. Lorsque l'IBPT a reçu des demandes d'obtention de droits d'utilisation pour des fréquences radioélectriques sur les bancs de sable en mer du Nord, l'on s'est basé sur l'article 22 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques : vu qu'aucune procédure d'attribution n'était prévue, l'IBPT pouvait rédiger une décision reprenant les conditions applicables en l'attente d'un arrêté royal.
3. L'IBPT a octroyé de cette manière un certain nombre de droits d'utilisation provisoires.
4. Le présent projet fixe les conditions définitives pour l'obtention et l'exercice de droits d'utilisation octroyés aux installations émettrices situées dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord. Plus d'informations contextuelles sont fournies dans le projet de texte.

Annexe 1 : Projet de rapport au Roi

Annexe 2 : Projet d'arrêté royal relatif à l'octroi de droits d'utilisation pour l'établissement et l'exploitation d'installations émettrices situées dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Bernardo Herman
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

Annexe 1 Projet de rapport au Roi

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
... - ARRÊTÉ ROYAL RELATIF À L'OCTROI DE DROITS D'UTILISATION POUR L'ÉTABLISSEMENT ET L'EXPLOITATION D'INSTALLATIONS ÉMETTRICES SITUÉES DANS LA ZONE ÉCONOMIQUE EXCLUSIVE DE LA BELGIQUE EN MER DU NORD	... - KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET TOEKENNEN VAN GEBRUIKSRECHTEN VOOR HET OPZETTEN EN EXPLOITEREN VAN ZENDINSTALLATIES GELEGEN IN DE BELGISCHE EXCLUSIEVE ECONOMISCHE ZONE IN DE NOORDZEE
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralités	Algemeen
Le présent arrêté fixe les conditions pour l'obtention et l'exercice de droits d'utilisation accordés aux installations émettrices situées dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.	Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de zendinstallaties gelegen in de Belgische exclusieve economische zone in de Noordzee.
La mer du Nord est divisée en zones économiques exclusives des États côtiers. Au sein de la zone économique exclusive, l'État côtier a juridiction en ce qui concerne la mise en place et l'utilisation d'installations et d'ouvrages en application de l'article 60 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM). Dans la zone économique exclusive de la Belgique, la législation belge est donc d'application.	De Noordzee is opgedeeld in exclusieve economische zones van de kuststaten. In de exclusieve economische zone bezit de kuststaat rechtsmacht ten aanzien van de bouw en het gebruik van installaties en inrichtingen overeenkomstig artikel 60 van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee (UNCLOS). In de Belgische exclusieve economische zone is de Belgische wetgeving dus van toepassing.
Les autorisations existantes des opérateurs mobiles publics sont uniquement valables sur le territoire terrestre national et non dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.	De bestaande vergunningen van de publieke mobiele operatoren gelden enkel voor het nationale vasteland en niet in de Belgische exclusieve economische zone in de Noordzee.

<p>Dans la zone économique exclusive de la Belgique, aucune procédure n'est actuellement prévue pour l'octroi de droits d'utilisation.</p>	<p>In de Belgische exclusieve economische zone is momenteel geen procedure voorzien voor de toekenning van gebruiksrechten.</p>
<p>Le présent arrêté royal en établit une : il est pris en exécution de l'article 18, § 1er de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « loi du 13 juin 2005 ») et vise à établir les conditions auxquelles sont soumis les droits d'utilisation pour l'établissement et l'exploitation des installations émettrices situées dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.</p>	<p>Het voorliggend koninklijk besluit stelt dergelijke procedure vast: het wordt genomen in uitvoering van artikel 18, § 1 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005") en beoogt het vaststellen van de voorwaarden waaraan de gebruiksrechten voor het opzetten en exploiteren van de zendinstallaties gelegen in de Belgische exclusieve economische zone in de Noordzee onderworpen worden.</p>
<p>Étant donné que des demandes d'obtention de ces droits d'utilisation ont déjà été formulées par le passé, l'article 22 de la loi du 13 juin 2005 a été appliqué. Si un opérateur demande à obtenir un droit d'utilisation pour une partie du spectre des radiofréquences pour laquelle aucune procédure d'attribution n'est prévue, l'Institut peut fixer les conditions provisoires selon lesquelles le demandeur peut entamer ses activités. Les conditions sont ensuite définitivement fixées par arrêté royal et, le cas échéant, les octrois provisoires doivent être adaptés en conséquence. Il convient de situer le présent arrêté royal dans ce contexte.</p>	<p>Aangezien er in het verleden reeds aanvragen gedaan werden om dergelijke gebruiksrechten te verkrijgen, werd artikel 22 van de wet van 13 juni 2005 toegepast. Indien een operator vraagt om een gebruiksrecht te verkrijgen voor een deel van het radiofrequentiespectrum waarvoor niet in een procedure voor toekenning is voorzien, kan het Instituut de voorlopige voorwaarden vaststellen volgens dewelke de aanvrager zijn activiteiten kan aanvangen. Nadien worden de voorwaarden bij koninklijk besluit definitief vastgelegd en eventueel moeten de voorlopige toekenningen hieraan worden aangepast. Voorliggend koninklijk besluit is in dit kader te situeren.</p>

<p>L'IBPT a octroyé des droits d'utilisation provisoires à Base Company pour certains parcs éoliens en mer du Nord, plus précisément ceux situés sur les bancs de sable Bligh Bank (décision du 5 octobre 2010) et Lodewijkbank (décision du 21 octobre 2013). L'IBPT a également octroyé des droits d'utilisation à Citymesh (décision du 8 avril 2018 et du 16 novembre 2021), à e-BO Entreprises (décisions du 16 juin 2015, du 8 avril 2019 et du 16 novembre 2021), à Isea (décision du 16 novembre 2021) et à Tampnet (décision du 16 novembre 2021). Ces décisions se trouvent sur le site Internet de l'IBPT (www.ibpt.be). Elles devront donc être rendues conformes aux conditions du présent arrêté royal, entre autres en ce qui concerne la durée de validité des droits d'utilisation telle que visée à l'article 3, étant donné que les décisions ne stipulent aucune durée de validité à l'heure actuelle. Les services offerts sur ces bancs de sable complètent les services offerts par les opérateurs belges sur le territoire terrestre.</p>	<p>Het BIPT verleende voorlopige gebruiksrechten aan Base Company voor bepaalde windmolenparken in de Noordzee, meer bepaald op de Blighbank (besluit van 5 oktober 2010) en op de Lodewijkbank (besluit van 21 oktober 2013). Het BIPT verleende eveneens gebruiksrechten aan Citymesh (besluit van 4 januari 2018 en van 16 november 2021), aan e-BO Enterprises (besluiten van 16 juni 2015, 8 april 2019 en 16 november 2021), aan Isea (besluit van 16 november 2021) en aan Tampnet (besluit van 16 november 2021). Deze besluiten zijn terug te vinden op de website van het BIPT (www.bipt.be). Ze zullen dus in overeenstemming moeten worden gebracht met de voorwaarden uit voorliggend koninklijk besluit, onder meer de geldigheidsduur van de gebruiksrechten zoals bepaald in artikel 3 aangezien de besluiten momenteel geen geldigheidsduur bevatten. De diensten die aangeboden worden op deze zandbanken vormen een aanvulling op die van de Belgische operatoren aangeboden op het vasteland.</p>
<p>Les installations émettrices en question sont entre autres destinées à soutenir l'exploitation et l'entretien des parcs éoliens qui requièrent l'utilisation de techniques de communication à large bande sans fil: pour ce qui est des communications, il est important que des systèmes radio adaptés et modernes puissent être développés et installés.</p> <p>L'utilisation de ces installations émettrices à des fins commerciales n'est toutefois pas exclue, même si l'on part du principe qu'une telle utilisation commerciale sera plutôt limitée en volume.</p>	<p>De betreffende zendinstallaties zijn onder andere bedoeld ter ondersteuning van de exploitatie en het onderhoud van de windmolenparken waarbij het gebruik van moderne breedbandige draadloze communicatietechnieken vereist is: op het vlak van communicatie is het belangrijk dat er aangepaste en moderne radiosystemen ontwikkeld en geïnstalleerd kunnen worden.</p> <p>Het gebruik van deze zendinstallaties voor commerciële doeleinden is echter niet uitgesloten, ook al gaat men ervan uit dat dergelijk commercieel gebruik eerder beperkt zal zijn in volume.</p>
<p>Les conditions selon lesquelles un opérateur peut établir et exploiter l'installation en question sont de nature technique et financière. Les obligations générales imposées aux opérateurs par la loi du 13 juin 2005 et ses arrêtés d'exécution sont par ailleurs d'application.</p>	<p>De voorwaarden waaronder een operator de betreffende installatie mag opzetten en exploiteren zijn van technische en van financiële aard. Verder gelden de algemene verplichtingen opgelegd aan operatoren in de wet van 13 juni 2005 en zijn uitvoeringsbesluiten.</p>

Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking
Article 1^{er}	Artikel 1
<p>Le présent article contient les définitions utiles à la bonne compréhension du présent arrêté.</p> <p>Les réseaux pour l'accès radioélectrique dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord ne se limitent pas aux parcs éoliens, mais toute autre installation fixe à l'intérieur de cette zone peut en principe entrer en considération pour l'obtention de droits d'utilisation.</p>	<p>Dit artikel bevat de definities die nodig zijn voor een goed begrip van dit besluit.</p> <p>De netwerken voor radiotoegang in de Belgische exclusieve economische zone in de Noordzee worden niet beperkt tot de windmolenparken, maar elke andere vaste installatie in deze zone kan in principe in aanmerking komen voor het verwerven van gebruiksrechten.</p>
Article 2	Artikel 2
<p>Les fréquences en question peuvent uniquement être obtenues par les opérateurs ayant fait une notification au sens de l'article 9 de la loi du 13 juin 2005.</p>	<p>De betreffende frequenties kunnen slechts verworven worden door operatoren die een kennisgeving hebben gedaan in de zin van artikel 9 van de wet van 13 juni 2005.</p>
Article 3	Artikel 3
<p>Les droits d'utilisation sont accordés pour une période de vingt ans, renouvelable par termes de cinq ans.</p>	<p>De gebruiksrechten worden toegekend voor een periode van twintig jaar, verlengbaar met vijf jaar.</p>
Article 4	Artikel 4
<p>Le présent article énumère les bandes de fréquences qui entrent en considération pour l'utilisation. Il s'agit en l'occurrence des bandes de fréquences qui ont été octroyées pour les communications mobiles publiques sur le territoire terrestre belge.</p>	<p>In dit artikel worden de frequentiebanden opgesomd die voor gebruik in aanmerking komen. Het betreft hier de frequentiebanden die toegekend werden voor publieke mobiele communicatie op het Belgische vasteland.</p>
<p>Le paragraphe 3 détermine la quantité maximale de spectre ("spectrum cap") que peut détenir un groupe pertinent afin de ne pas entraver la concurrence entre les différents opérateurs.</p>	<p>Paragraaf 3 bepaalt de maximale spectrumhoeveelheid ("spectrum cap") die een relevante groep kan innemen zonder de concurrentie tussen de verschillende operatoren in het gedrang te brengen.</p>
Article 5	Artikel 5
<p>Vu le présent arrêté, l'obligation d'autorisation, conformément à l'article 13/1, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005, est superflue.</p>	<p>Gelet op het onderhavige besluit is de vergunningsverplichting overeenkomstig artikel 13/1, § 1, van de wet van 13 juni 2005 overbodig.</p>

Article 6	Artikel 6
La législation fédérale prévoit différents types de redevances.	De federale wetgeving voorziet in verschillende soorten bijdragen.
Les opérateurs doivent payer deux sortes de redevances annuelles à l'IBPT : les redevances administratives prévues dans l'arrêté royal du 7 mars 2007 relatif à la notification des services et des réseaux de communications électroniques et la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.	De operatoren moeten twee soorten jaarlijkse rechten betalen aan het BIPT: de administratieve rechten vastgesteld in het koninklijk besluit van 7 maart 2007 betreffende de kennisgeving van elektronische-communicatiediensten en – netwerken en het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties.
La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences vise à couvrir l'utilisation effective du spectre et les frais administratifs de l'IBPT. De cette manière, la redevance annuelle encourage l'opérateur à rentabiliser les fréquences qu'il utilise et donc à les utiliser de façon optimale.	Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties dient ter vergoeding van het effectieve gebruik van het spectrum en de administratieve kosten van het BIPT. Op die manier spoort het jaarlijkse recht de operator ertoe aan de frequenties die hij gebruikt rendabel te maken en dus de frequenties optimaal te gebruiken.
En cas de duplex à répartition en fréquence (Frequency Division Duplex, FDD), la redevance est due tant pour la fréquence d'émission de la station de base que pour la fréquence de réception.	In geval van een duplex frequentiepaar (FDD) is het recht verschuldigd zowel voor de zendfrequentie van het basisstation als voor de ontvangstfrequentie.
Le montant choisi pour la redevance annuelle est environ 300 fois plus petit que la redevance annuelle due pour les bandes sur terre. Cependant, le nombre de stations terrestres est plusieurs fois supérieur à 300 fois. En revanche, un tarif dégressif a été instauré au fur et à mesure que la fréquence augmente. Pour le rapport entre les bandes, le même rapport a été utilisé comme rapport entre les bandes utilisées sur terre.	Voor het jaarlijks recht werd een bedrag gekozen dat ongeveer 300 maal kleiner is dan het jaarlijks recht dat verschuldigd is voor de banden op land. Het aantal stations op land is echter vele malen hoger dan 300 maal. Anderzijds werd een degressief tarief ingevoerd naarmate de frequentie toeneemt. Voor de verhouding tussen de banden werd dezelfde verhouding genomen als de verhouding tussen de banden die op land gehanteerd wordt.
Article 7	Artikel 7
L'article 7 fixe un certain nombre de règles générales en matière de contrôle.	Artikel 7 legt een aantal algemene regels vast inzake controle.
Articles 8 à 11	Artikelen 8 tot 11

<p>Ces articles règlent le déroulement pratique de la procédure d'attribution. Cette procédure vaut naturellement pour les droits d'utilisation qui doivent encore être attribués. Pour les droits d'utilisation déjà attribués, les conditions seront mises en concordance avec les conditions du présent arrêté royal (voir plus haut, sous « Généralités ») mais leur attribution reste valable.</p>	<p>Deze artikelen regelen het praktische verloop van de toekenningsprocedure. Deze procedure geldt uiteraard voor nog toe te kennen gebruiksrechten. Voor reeds toegekende gebruiksrechten zullen de voorwaarden in overeenstemming worden gebracht met de voorwaarden van dit koninklijk besluit (zie boven onder "Algemeen") maar hun toekenning blijft geldig.</p>
<p>Article 12</p>	<p>Artikel 12</p>
<p>Cet article ne nécessite pas de commentaire.</p>	<p>Dit artikel behoeft geen commentaar.</p>
<p>Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté. J'ai l'honneur d'être,</p> <p style="text-align: center;">Sire, de Votre Majesté, le très respectueux et très fidèle serviteur, La Ministre des Télécommunications,</p>	<p>Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd. Ik heb de eer te zijn,</p> <p style="text-align: center;">Sire, van Uwe Majesteit, de zeer eerbiedige, en zeer getrouwe dienaar, De Minister van Telecommunicatie,</p>

Annexe 2 Projet d'arrêté royal relatif à l'octroi de droits d'utilisation pour l'établissement et l'exploitation d'installations émettrices situées dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
... - Arrêté royal relatif à l'octroi de droits d'utilisation pour l'établissement et l'exploitation d'installations émettrices situées dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du nord	... - Koninklijk besluit betreffende het toekennen van gebruiksrechten voor het opzetten en exploiteren van zendinstallaties gelegen in de Belgische exclusieve economische zone in de Noordzee
Philippe, Roi des Belges,	Filip, Koning der Belgen,
À tous présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 13/1, § 2, remplacé par la loi du 21 décembre 2021, l'article 18, § 1er, remplacé par la loi du 21 décembre 2021, l'article 20, § 2, remplacé par la loi du 21 décembre 2021, l'article 29 § 2 et l'article 30 § 2, modifié par la loi du 15 mars 2010 ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13/1, § 2, vervangen bij de wet van 21 december 2021, artikel 18 § 1, vervangen bij de wet van 21 december 2021, artikel 20, § 2, vervangen bij de wet van 21 december 2021, artikel 29 § 2 en artikel 30 § 2, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu la consultation publique du XX au XX organisée par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications à la demande de la Ministre des Télécommunications concernant le projet du présent arrêté ;	Gelet op de openbare raadpleging van XX tot XX georganiseerd door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie op verzoek van de Minister van Telecommunicatie met betrekking tot het ontwerp van dit besluit;
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le XX;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op XX;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le XX;	Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op XX;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le XX ;	Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van XX;
Vu la consultation du XX au XX du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;	Gelet op de raadpleging van XX tot XX van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu la consultation du Comité de concertation du XX ;	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van XX;
Vu l'avis XXXXX/X du Conseil d'État, donné le [DATE], en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	Gelet op het advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [DATUM], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de la Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil ;	Op de voordracht van de Minister van Telecommunicatie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers;
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
CHAPITRE 1er. - Terminologie et définitions	HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities
Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1° « équipement terminal » : équipement hertzien d'un utilisateur final ;	1° "eindtoestel": radioapparatuur van een eindgebruiker;
2° « accès radioélectrique » : communications assurées par voie hertzienne entre un équipement terminal et une station de base ;	2° "radiotoegang": verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation;
3° « réseau d'accès radioélectrique » : ensemble des stations de base installées dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique ;	3° "netwerk voor radiotoegang": geheel van de basisstations geplaatst in de Belgische exclusieve economische zone in de Noordzee die nodig zijn om radiotoegang te verlenen;
4° « droits d'utilisation » : droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences ;	4° "gebruiksrechten": door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4;
5° « opérateur ZEE » : opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation ;	5° "EEZ-operator": operator die gebruiksrechten heeft verworven;

<p>6° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1er, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus;</p>	<p>6° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Venootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;</p>
<p>7° "groupe pertinent" : par rapport à une personne (la "première personne"):</p>	<p>7° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):</p>
<p>a) la première personne, et ;</p>	<p>a) de eerste persoon, en;</p>
<p>b) toute personne contrôlée par la première personne, et ;</p>	<p>b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;</p>
<p>c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et ;</p>	<p>c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;</p>
<p>d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et ;</p>	<p>d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;</p>
<p>e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 2.</p>	<p>e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Venootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 2.</p>
<p>CHAPITRE 2. - Généralités</p>	<p>HOOFDSTUK 2. - Algemeen</p>
<p>Art. 2. Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.</p>	<p>Art. 2. Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die frequenties wenst te verwerven voor het aanbieden van radiotoegang in de Belgische exclusieve economische zone in de Noordzee.</p>
<p>Art. 3. § 1er. Les droits d'utilisation sont valables pendant une période de vingt ans à partir de la date fixée par l'Institut conformément à l'article 11, § 4.</p>	<p>Art. 3. § 1. De gebruiksrechten zijn geldig voor een periode van twintig jaar vanaf de datum vastgelegd door het Instituut conform artikel 11, § 4.</p>

À l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans maximums. Si l'Institut ne prolonge pas les droits d'utilisation, il prend une décision en ce sens, au plus tard deux ans avant l'expiration de la période et après avoir entendu l'opérateur ZEE concerné.	Na afloop van die eerste periode kunnen de gebruiksrechten telkens voor maximaal vijf jaar worden verlengd door het Instituut. Indien het Instituut de gebruiksrechten niet verlengt, neemt het daartoe een beslissing uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de periode en na de betrokken EEZ-operator te hebben gehoord.
§ 2. Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur ZEE et l'utilisation des terminaux connectés au réseau d'accès radioélectrique, dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.	§ 2. De gebruiksrechten dekken het gebruik van de radiostations die opgesteld zijn door de EEZ-operator en het gebruik van de eindtoestellen die aangesloten zijn op het netwerk voor radiotoegang in de Belgische exclusieve economische zone in de Noordzee.
CHAPITRE 3. – Utilisation des fréquences	HOOFDSTUK 3. – Frequentiegebruik
Art. 4. § 1er. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre 6, des fréquences dans les bandes suivantes :	Art. 4. § 1. Het Instituut wijst overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk 6 frequenties toe in de volgende banden:
1° la bande 700 MHz (703-788 MHz) ; 2° la bande 800 MHz (790-862 MHz) ; 3° la bande 900 MHz (880-960 MHz) ; 4° la bande 1800 MHz (1710-1880 MHz) ; 5° la bande 2100 MHz (1920-2170 MHz) ; 6° la bande 2600 MHz (2500-2690 MHz) ; et 7° la bande 3600 MHz (3400-3800 MHz).	1° de 700 MHz-band (703-788 MHz); 2° de 800 MHz-band (790-862 MHz); 3° de 900 MHz-band (880-960 MHz); 4° de 1800 MHz-band (1710-1880 MHz); 5° de 2100 MHz-band (1920-2170 MHz); 6° de 2600 MHz-band (2500-2690 MHz); en 7° de 3600 MHz-band (3400-3800 MHz).
§ 2. Les bandes de fréquences 758-788 MHz, 791-821, 925-960 MHz, 1805-1880 MHz, 2110-2170 MHz et 2620-2690 MHz sont réservées à l'émission par les stations de base, et les bandes de fréquences 703-733 MHz, 832-862 MHz, 880-915 MHz, 1710-1785 MHz, 1920-1980 MHz et 2500-2570 MHz sont réservées à l'émission par les terminaux.	§ 2. De frequentiebanden 758-788 MHz, 791-821, 925-960 MHz, 1805-1880 MHz, 2110-2170 MHz en 2620-2690 MHz zijn voorbehouden voor het uitzenden door de basisstations, en de frequentiebanden 703-733 MHz, 832-862 MHz, 880-915 MHz, 1710-1785 MHz, 1920-1980 MHz en 2500-2570 MHz zijn voorbehouden voor het uitzenden door de eindtoestellen.
Les bandes de fréquences 2575-2620 MHz et 3410-3800 MHz sont utilisées à l'émission par les stations de base et par les terminaux.	De frequentiebanden 2575-2620 MHz en 3410-3800 MHz worden gebruikt voor het uitzenden door de basisstations en door de eindtoestellen.
La bande de fréquences 3400-3800 MHz est utilisée à l'émission par les stations de base et par les terminaux.	De frequentieband 3400-3800 MHz wordt gebruikt voor het uitzenden door de basisstations en door de eindtoestellen.
§ 3. Un groupe pertinent par rapport à un opérateur ZEE ne peut détenir que 30 MHz duplex au maximum dans les bandes mentionnées au § 1er, 1°, 2° et 3°.	§ 3. Een relevante groep ten opzichte van een EEZ-operator kan niet meer dan 30 MHz duplex innemen in de frequentiebanden vermeld in § 1, 1°, 2° en 3°.

§ 4. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables.	§ 4. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.
Art. 5. La détention de terminaux destinés à fonctionner dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exemptée des autorisations ou droits d'utilisation visés à l'article 13/1, § 1er, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	Art. 5. Het houden van eindtoestellen die bestemd zijn om te werken op de frequentiebanden vermeld in artikel 4 is vrijgesteld van de vergunningen of gebruiksrechten bedoeld in artikel 13/1, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
CHAPITRE 4. – Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences	HOOFDSTUK 4. - Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties
Art. 6. § 1er. L'opérateur ZEE acquitte une redevance à l'Institut, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.	Art. 6. § 1. De EEZ-operator betaalt een heffing aan het Instituut genaamd jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties.
La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences s'élève à :	Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties bedraagt:
1° 380 euros par MHz pour les bandes mentionnées à l'article 4, § 1 ^{er} , 1°, 2° et 3°.	1° 380 euro per MHz voor de banden vermeld in artikel 4, § 1, 1°, 2° en 3°.
2° 210 euros par MHz pour les bandes mentionnées à l'article 4, § 1er, 4° et 5.°	2° 210 euro per MHz voor de banden vermeld in artikel 4, § 1, 4° en 5°.
3° 130 euros par MHz pour la bande mentionnée à l'article 4, § 1er, 6°.	3° 130 euro per MHz voor de band vermeld in artikel 4, § 1, 6°.
4° 50 euros par MHz pour la bande mentionnée à l'article, § 1er, 7°.	4° 50 euro per MHz voor de band vermeld in artikel 4, § 1, 7°.
§ 2. L'opérateur ZEE paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences pour les fréquences attribuées au 1 ^{er} janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.	§ 2. De EEZ-operator betaalt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, voor de frequenties die op 1 januari van het jaar, waarop het recht betrekking heeft, toegewezen zijn, uiterlijk op 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.
Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition de chaque fréquence est effectué dans les trente jours suivant le début de la période de validité pour cette fréquence, au prorata du nombre de jours restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.	De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van elke frequentie wordt verricht binnen dertig dagen na de aanvang van de geldigheidsperiode voor die frequentie, naar rato van het aantal dagen dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.

Si des fréquences ne sont plus attribuées, la redevance annuelle pour la mise à disposition de ces fréquences est due jusqu'au dernier jour durant lequel les fréquences sont attribuées.	Indien frequenties niet langer toegewezen zijn is het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van deze frequenties verschuldigd tot de laatste dag waarop de frequenties toegewezen zijn.
§ 3. Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation ayant base 2013=100 comme période de référence, le 1er janvier de chaque année.	§ 3. De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat 2013=100 als referentiebasis heeft.
L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2022. Après application du coefficient, les montants sont arrondis à la dizaine d'euros supérieure.	De aanpassing gebeurt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2022 Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere tiental in euro.
§ 4. Le non-paiement ou le paiement tardif ou incomplet du solde de la redevance annuelle entraîne la déchéance de plein droit des droits d'utilisation.	§ 4. Niet-betaling of laattijdige of onvolledige betaling van het saldo van de jaarlijkse rechten houdt het verval van rechtswege van de gebruiksrechten in.
§ 5. Si des sites d'antennes sont mis en service, la redevance annuelle mentionnée au §1 ^{er} est multipliée par le nombre de sites d'antennes.	§ 5. Als er antennesites in dienst gesteld zijn wordt het jaarlijks recht vermeld in §1 vermenigvuldigd met het aantal antennesites.
CHAPITRE 5. Contrôle et sanctions	HOOFDSTUK 5. – <i>Controle en sancties</i>
Art. 7. § 1er. L'opérateur ZEE est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état d'avancement de l'installation de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière.	Art. 7. § 1. Een EEZ-operator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de voortgang van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand.
§ 2. Après demande de l'Institut, l'opérateur ZEE communique à l'Institut un rapport portant sur ses activités de l'année précédente. Ce rapport contient au moins les informations suivantes :	§ 2. Na verzoek van het Instituut stuurt de EEZ-operator aan het Instituut een verslag over zijn activiteiten van het voorgaande jaar. Dat verslag bevat minstens de volgende informatie:
a) la zone de couverture réalisée ;	a) het verwezenlijkte dekkinggebied;
b) une description des services offerts ;	b) een beschrijving van de aangeboden diensten;
c) le nombre d'utilisateurs.	c) het aantal gebruikers.
L'opérateur ZEE collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation sont respectés.	De EEZ-operator verleent kosteloos zijn medewerking aan elk verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten nageleefd worden.

CHAPITRE 6. – Procédure relative à l’octroi des droits d’utilisation	HOOFDSTUK 6. - Procedure voor de toekenning van gebruiksrechten
Art. 8. Un opérateur qui souhaite obtenir des droits d’utilisation est tenu de poser sa candidature sous la forme et selon les conditions prévues dans le présent chapitre.	Art. 8. Een operator die gebruiksrechten wil verwerven, stelt zijn kandidatuur in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.
Art. 9. La candidature doit être introduite auprès de l’Institut et contenir les informations suivantes :	Art. 9. De kandidatuur wordt ingediend bij het Instituut en bevat de volgende informatie:
1° le numéro de téléphone au sein de l’UE auxquels le candidat est joignable les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et l’adresse qui vaut dans le cadre de cette procédure comme étant l’adresse officielle du candidat, dans le but d’y faire délivrer des documents ainsi qu’à des fins de signification ou de notification ;	1° het telefoonnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;
2° les noms, titres, qualités et signatures d’une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d’octroi des droits d’utilisation ;	2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;
3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat ;	3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;
4° la preuve ou, lorsqu’une telle preuve n’est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l’honneur que le candidat :	4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat:
a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et ;	a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;
b) n’a pas fait de déclaration de faillite et n’est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou de concordat judiciaire ou dans une procédure analogue selon une réglementation étrangère ;	b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;
5° les bandes de fréquences pour lesquelles l’opérateur souhaite obtenir des droits d’utilisation ;	5° de frequentiebanden waarvoor de operator gebruiksrechten wenst te bekomen;
6° les coordonnées géographiques du lieu d’implantation des stations de base;	6° de geografische coördinaten van de inplantingsplaats van de basisstations;

7° pour autant que celles-ci soient déjà connues au moment de la demande, une liste des caractéristiques souhaitées (hauteur, largeur de bande, type d'antenne, puissance, gain d'antenne);	7° voor zover deze reeds gekend zijn op het moment van de aanvraag, een lijst met de gewenste technische karakteristieken (hoogte, bandbreedte, antenntype, vermogen, antennewinst);
8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser ;	8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;
9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;	9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Art. 10. L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur la base de l'article 9.	Art. 10. Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur op basis van artikel 9.
Si la candidature est jugée irrecevable, l'Institut notifie au candidat la décision sur la recevabilité de sa candidature.	Het Instituut brengt de kandidaat op de hoogte van de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur.
Art. 11. § 1^{er}. L'Institut analyse les demandes dans l'ordre dans lequel il les reçoit.	Art. 11. § 1. Het Instituut onderzoekt de aanvragen in de volgorde waarin het die ontvangt.
§ 2. Pour chaque demande, l'Institut effectue une étude de compatibilité avec les autres utilisateurs du spectre radioélectrique.	§ 2. Voor elke aanvraag verricht het Instituut een studie inzake compatibiliteit met de andere gebruikers van het radiospectrum.
§ 3. L'Institut peut solliciter toute information complémentaire utile en vue de réaliser l'étude de compatibilité.	§ 3. Het Instituut kan alle bijkomende nuttige informatie opvragen om de compatibiliteitsstudie uit te voeren.
§ 4. L'Institut prend une décision sur la demande de droits d'utilisation, sur la base de l'étude de compatibilité. Cette décision est notifiée au demandeur, au plus tard 4 mois après la réception de la candidature par l'Institut ou 4 mois après la réception des informations si l'Institut a sollicité des informations complémentaires conformément au paragraphe 3.	§ 4. Het Instituut neemt een besluit over de aanvraag voor gebruiksrechten op basis van de compatibiliteitsstudie. Dit besluit wordt genotificeerd aan de aanvrager uiterlijk 4 maand na de ontvangst van de kandidatuur door het Instituut of 4 maand na de ontvangst van de informatie, indien het Instituut bijkomende informatie heeft gevraagd overeenkomstig paragraaf 3.
CHAPITRE 7. - Dispositions finales	HOOFDSTUK 7. - Slotbepalingen
Art. 12. Le Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 12. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné à	Gegeven te

Par le Roi :	Van Koningswege:
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,